

près de Chicago, compte 13,000 habitants (au lieu de 4 qu'elle possédait en 1881), se partageant les 6,485 chambres de 1,520 maisons ouvrières.

La Compagnie a interdit la vente des boissons alcooliques dans la localité. Les pharmaciens y débitent des sirops glacés ou chauds. Par contre, un théâtre de 1,000 places, une banque au capital de 500,000 francs avec un mouvement d'affaires de 12 millions, une bibliothèque de 8,000 volumes, une école qui a coûté 400,000 francs, clubs de tennis, de tir, de gymnastique et de canotage, kiosques de musique, promenades ombrées, se disputent l'honneur de fournir l'utile et l'agréable aux habitants de Pullman City.

Comme les sectes protestantes sont nombreuses, il n'a pas fallu moins de dix églises pour satisfaire les besoins religieux d'une partie des habitants.

Les nouveaux tarifs douaniers avaient porté un coup terrible à l'industrie américaine. Pour n'être pas forcé de congédier ses ouvriers, M. Pullman réduisit leurs salaires.

Depuis plusieurs mois, l'incendie socialiste, provoqué par la misère, couvait sous la cendre ; et l'affaire Pullman servit de prétexte aux agitateurs.

On reprochait aussi à M. Pullman ses richesses, sa dureté, le fait d'employer des nègres ; et les employés de chemin de fer boycottèrent Pullman, c'est à dire qu'ils se refusèrent de mettre en mouvement tout train qui comprendrait des voitures Pullman.

Les Compagnies n'entendirent pas de cette oreille, et menacèrent de la destitution en bloc leurs employés qui se livreraient à ce genre de farces. Les ouvriers résistèrent. Trente-deux Compagnies de chemins de fer furent mises en interdit et tout s'envenima de jour en jour.

Ce qui compliquait la situation, c'est qu'aux Etats-Unis chaque Etat est un peu indépendant, que nul autre n'a le droit d'envoyer des troupes sur son territoire pour y rétablir l'ordre, à moins que les troubles ne portent atteinte à la Constitution.

Aussi, pour envoyer sur le théâtre des pillages les troupes fédérales, le président Cleveland n'a trouvé d'autre prétexte que celui de protéger les communications postales sur le territoire de l'Union !

Un moment, l'on a pu croire que les émeutes allaient devenir une révolution. Deux millions de *Chevaliers du Travail*, possédant 50 millions de réserve, se préparaient à entrer en ligne ;